

Nelson Mandela a été un ardent défenseur de la cause des femmes. Grâce à lui, elles sont mieux représentées dans la sphère politique. Mais au point de vue économique, elles sont encore trop souvent cantonnées dans des emplois précaires et dans la pauvreté.

Par Lys Baudu

Nelson Mandela, que le monde pleure aujourd'hui, ne s'est pas seulement battu contre l'apartheid. Il a milité sans relâche pour défendre les femmes. « La liberté ne peut être acquise si les femmes n'ont pas été émancipées de toutes les formes d'oppression », déclarait-il lors de l'ouverture du premier parlement issu d'élections démocratiques, en 1994. Dès son arrivée au pouvoir, il fait du 9 août la « *journée de la femme* », en l'honneur des militantes - « *courageuses, persistantes, infatigables* »

, comme il les décrit dans ses mémoires - qui avaient, le 9 août 1956, manifesté les premières sous les fenêtres du gouvernement contre le

« *pass*

», que les Noirs devaient avoir en permanence sur eux s'ils voulaient se déplacer.

Sans égalité des femmes, les droits humains sont vides de sens

Il ne s'est pas contenté de donner plus d'un tiers des postes à des femmes dans son gouvernement, il s'est également investi pour défendre l'égalité des droits dans la nouvelle constitution, qu'il a signée en 1996. Le texte garantit la non-discrimination en fonction de la race, bien sûr, mais aussi du sexe, du statut marital et même de la grossesse. La charte impliquait également la mise en place d'une commission sur l'égalité des sexes, « *afin de libérer la société de toute oppression des femmes et toutes formes d'inégalité de genres* ». Des principes que le président Mandela a martelé une fois de plus dans son discours du 9 août 1996 : «

Tant que les femmes seront soumises à la pauvreté, tant qu'elles seront méprisées, les droits humains seront vides de sens »

, a-t-il déclaré lors de cette journée de la femme sud-africaine. Un appel aux hommes, pour qu'ils changent de mentalité, dans un pays marqué par une grande violence, toujours d'actualité, vis à vis des femmes.

Un objectif de parité en politique

Les progrès sont notables en politique. Alors que, du temps de l'apartheid, les femmes ne représentaient que 2,7% des élus au Parlement, leur nombre a été multiplié par 10, avec 27% d'élues dans le premier Parlement démocratique. Aujourd'hui, elles sont 44% - pas très loin de l'objectif de 50% que le gouvernement s'est fixé pour 2015.... Une femme, Frene Noshir Ginwala, a présidé l'Assemblée nationale, de 1994 à 2004; une autre, Phumzile Mlambo-Ngcuka, a été nommée en juillet dernier directrice exécutive pour l'égalité et les droits des femmes aux Nations Unies, après avoir été la première femme vice-présidente d'Afrique du Sud, de 2005 à 2008, à la suite d'une longue carrière d'élue et de ministre à partir de 1994.

Des progrès économiques à faire

En revanche, dans un contexte difficile pour de nombreux citoyens, hommes et femmes confondus, les succès sont moins éclatants sur le plan économique. Le pays n'a pas encore surmonté tous les changements induits par l'ouverture et la modernisation de son économie, depuis la fin de l'apartheid, et, corollaire de ces évolutions, le chômage reste une plaie ouverte, sans oublier une discrimination rampante envers les Noirs. Dans ces conditions, les femmes ne peuvent être que plus durement affectées encore. Certes, leur participation au marché du travail s'est largement accrue depuis les années 1990, mais elle reste encore faible, puisque 47% d'entre elles seulement ont un emploi. De plus, ces emplois, en particulier pour les femmes noires, sont souvent précaires, dans les services ou l'agriculture, et mal payés ou saisonniers. Les jeunes sont particulièrement touchées. Plus de la moitié des jeunes noires sont au chômage (contre 45% environ des jeunes hommes), des taux persistants dans ce pays, alors qu'ils ne sont que dus à la crise, en Grèce ou en Espagne.

Pis encore, plus de la moitié des femmes noires de tous âges vivent sous le seuil de pauvreté. Enfin, les Sud-africaines en général ne sont que 28% à travailler à des postes de management dans les entreprises du pays, et également peu nombreuses à s'auto-employer : selon une étude de Ernst and Young, les femmes (sans distinction de race) ne sont que 1,7% à avoir établi une société avec succès, et 5,5% à en avoir lancé une.

Pourtant, les choses bougent, certaines femmes ont fait fortune, et l'on en trouve de plus de plus dans des métiers considérés auparavant comme typiquement masculins, comme

l'industrie minière, par exemple. Elles sont ouvrières, mais aussi ingénieurs, financières, manageuses. Si une embellie de l'économie leur en donne l'occasion, elles pourraient un jour suivre l'exemple des militantes anti-apartheid de la première heure, et remporter ce nouveau combat - pour l'égalité.

Licence de l'article: Copyright - **Titulaire de la licence de l'article:** Terriennes